

L'Algérie passe au «stade 2» et renforce ses capacités de dépistage

● Béjaïa/«Aucun cas de coronavirus n'est enregistré»

Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 5025 - Dimanche 8 mars 2020 - Prix : 10 DA

Affaire du wali de Mostaganem Le ministre de l'Intérieur et Karim Younès condamnent

Page 24

8 mars

Place de la femme algérienne dans la nouvelle Algérie...

Page 2

Les Africains seraient-ils aussi résistants que les enfants ?

Par Mohamed Habili

Entre le 25 février, date du premier cas de coronavirus enregistré dans le pays et aujourd'hui, 7 mars, il ne s'est pas passé beaucoup de temps sans doute ; cela ne fait même pas la quatorzaine au bout de laquelle les personnes contaminées ou seulement suspectées comme telles auront ou non développé la maladie. Avec les 19 cas connus jusqu'à présent, tous à la fois asymptomatiques et relevant de la même chaîne de transmission, l'Algérie est pourtant le pays d'Afrique le plus atteint. Dans une semaine, ou en comptant large, dans deux semaines, si dans le continent aucun effet boule de neige n'est observé, contrairement à ce qui se passe dans le reste du monde, et plus près de nous de l'autre côté de la méditerranée, en Italie et dans un moindre degré en France, alors on peut dire que quelque chose s'infecte entre nous et l'infection, qui nous protège. Qu'est-ce que cela peut-il bien être ? Au début, quand l'OMS faisait part de ses craintes relativement à l'impact de l'épidémie sur les pays dont les systèmes de santé étaient les moins aptes à y faire face, c'était bien sûr à l'Afrique qu'elle pensait en premier lieu. Sans le dire expressément, son directeur général, Tedros Adhanom Ghebreyesus, pensait au million de chinois qui travaillaient en Afrique, et dont ceux qui étaient porteurs du virus ont eu suffisamment de temps pour le disséminer dans le continent, d'autant que les circonstances s'y prêtaient particulièrement.

Suite en page 3

Le Brent sous les 50 dollars, l'Opep+ échoue à se mettre d'accord

Les cours du pétrole s'effondrent



Ph/D. R.

Les prix des deux références mondiales de pétrole brut sont bien partis pour enregistrer leur pire séance depuis 2009. L'Opep voulait tailler drastiquement dans la production de pétrole, la Russie a dit non : l'absence d'accord entre les deux alliés vendredi porte un «coup psychologique» aux marchés et risque d'accroître la déroute des cours. Lire page 3

Entreprises du BTPH

Plaidoyer pour une amnistie fiscale

Page 24

Maison de la culture «Abdelkader-Alloula» de Tiemcen



Des artistes plasticiennes à l'honneur

Page 13

Deux nouveaux cas de coronavirus enregistrés

L'Algérie passe au «stade 2» et renforce ses capacités de dépistage

■ Le bilan du coronavirus continue à augmenter en Algérie où deux nouveaux cas de contamination ont été annoncés hier par le ministre de la Santé, relevant ainsi à 19 le nombre total de personnes contaminées.

Par Louiza Ait Ramdane

Les deux nouveaux cas concernent un cas enregistré dans la même famille où les cas ont été précédemment confirmés, le deuxième cas est un ressortissant algérien ayant séjourné en Europe, indique le ministre de la Santé, dans un communiqué, sans préciser le pays concerné. Le ministre de la Santé, Abderrahmane Benbouzid, a annoncé que l'Algérie était passée au «stade 2» du coronavirus, tenant toutefois à rassurer les citoyens quant à la maîtrise de la situation. L'Algérie est passée au «stade 2» mais «le virus a touché, jusqu'à ce jour, les membres d'une seule famille». «Les résultats ont été négatifs chez certains. Quelques-uns d'entre eux sont en quarantaine et quitteront les deux établissements spécialisés de Boufarik et d'El-Kettar dans dix jours», a souligné encore le ministre. Et d'ajouter, à cette occasion, que le secteur «est en état d'alerte et que la situation n'est pas préoccupante», relevant, à ce propos, la nécessité de prendre et mettre en œuvre des mesures de prévention qu'il a qualifiées de «faciles».

Evoquant la situation des hôpitaux nationaux, notamment celui de Boufarik qui dispose d'un service des maladies contagieuses, le ministre de la Santé a indiqué que le personnel de cet établissement «dispose de l'expérience nécessaire à la prise en charge de pareille situation», se disant, en même temps, consterné quant aux «fausses informations relayées dans certains réseaux sociaux et médias visant à ternir l'image du secteur».

Les secteurs concernés suivent, grâce à la cellule de veille installée à cet effet, de près les

derniers développements à l'intérieur et l'extérieur du pays et s'attendent à la mise en œuvre de toutes les instructions de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), a-t-il affirmé.

Pour sa part, le directeur de la PCH, Tarik Djaboub, a rassuré les services hospitaliers quant à la prise des mesures nécessaires dans ce sens en vue d'assurer la disponibilité du stock stratégique suffisant en masques, gants et couvre-chaussures chirurgicaux. Le ministre a invité l'ensemble des producteurs locaux de ces dispositifs à renforcer leurs capacités de production et à ne pas vendre leurs produits en dehors des hôpitaux, a-t-il rappelé.

Acquisition prochaine d'une nouvelle technique de dépistage du virus

Le ministère de la Santé renforce ses capacités de dépistage du coronavirus. Pour faire face à une éventuelle pandémie, le ministre de la Santé, Abderrahmane Benbouzid, a fait



PHOTO

état de l'acquisition prochaine d'une nouvelle technique permettant le dépistage du coronavirus dans un délai très court.

La nouvelle technique consiste en le prélèvement de sang qui permet de détecter la contamination en un laps de temps très court, contrairement à la technique utilisée actuellement consistant en le prélèvement d'un gène, c'est-à-dire des

sécrétions naso-pharyngées, qui donne des résultats dans les 24 heures, explique le ministre, invité de la Télévision publique. De son côté, le directeur par intérim de l'Institut Pasteur d'Algérie, D' Fawzi Drar, a fait savoir que plusieurs wilayas, dont Tamanrasset, Sétif, Oran et Constantine, allaient être dotées de ces nouveaux équipements, en vue d'atténuer la pression sur

l'institut et garantir une santé de proximité. Indiquant que les techniciens de ces régions seront formés pour l'utilisation de cette nouvelle technique, M. Drar a assuré de la disponibilité au niveau de l'Institut Pasteur de tous les tests nécessaires, tout en évoquant la possibilité de recourir à l'importation en cas de rupture de stock. Pour rappel, les deux premières personnes, une femme de 53 ans et sa fille âgée de 24 ans, porteurs sains, ont été confirmées positives au coronavirus dimanche dernier par le Laboratoire national de référence de l'Institut Pasteur d'Algérie. Le ministère de la Santé intensifie ses campagnes de sensibilisation et appelle au strict respect des mesures préventives : se laver les mains à l'eau et au savon liquide, ou par friction avec une solution hydro-alcoolique, et en cas de toux ou d'éternuement, se couvrir la bouche et le nez avec le pli du coude ou un mouchoir en papier à usage unique, s'en débarrasser immédiatement après utilisation et se laver les mains.

L. A. R.

Béjaïa

«Aucun cas de coronavirus n'est enregistré»

Le Centre hospitalo-universitaire de Béjaïa rassure. Aucun cas de coronavirus n'a été enregistré jusqu'à présent dans la wilaya de Béjaïa. C'est ce qu'a affirmé, avant-hier, la cellule de communication du Centre hospitalo-universitaire Khellil-Amrane de Béjaïa après la rumeur qui a couru sur une personne suspectée d'être porteuse du virus après son admission à l'hôpital Akoul-Ali d'Akbou. «En date du 3 mars 2020, le service des maladies

infectieuses du CHGI de Béjaïa a reçu un cas suspect de coronavirus transféré par l'EPH d'Akbou après avoir constaté qu'il présentait une symptomatologie partiellement similaire à celle du coronavirus», lit-on dans le communiqué du CHU. Et d'ajouter : «Il s'agit de M. B.A, un émigré âgé de 66 ans, originaire de la commune d'Akbou, venu de France afin d'assister à l'enterrement d'un proche. Aujourd'hui, 6 mars 2020, le

résultat des prélèvements acheminés à l'Institut Pasteur d'Alger pour analyses s'est révélé négatif», précise le CHU. La direction générale du CHU de Béjaïa rassure toute la population de Béjaïa que ses services n'ont reçu aucun cas de coronavirus avéré à ce jour. Pour rappel, il y a un peu plus d'une semaine, le CHU avait rendu public un communiqué à ce sujet afin de tranquilliser les populations. Les rédacteurs du communiqué

relèvent néanmoins que «la prévention reste l'unique moyen», selon eux, «pour éviter l'apparition et la propagation de ce virus». Il est à rappeler qu'en cas de fièvre, toux ou difficultés à respirer, un numéro (034 11 13 36) a été mis à la disposition du public pour contacter rapidement le SAMU. Par ailleurs, il est conseillé d'éviter tout contact avec votre entourage et porter un masque.

Hocine Cherfa

8 mars

Place de la femme algérienne dans la nouvelle Algérie...

La femme algérienne a depuis toujours lutté côte-à-côte avec les hommes. Elle a été la première à investir la rue le 22 février dernier pour réclamer une Algérie nouvelle qui garantit une vie meilleure.

La femme a participé pleinement à la concrétisation de cette nouvelle Algérie. Depuis le 22 février 2019, jour du lancement du mouvement populaire, la femme algérienne a été présente dans les différentes rues du pays pour accomplir son devoir national, celui de combattre la corruption, l'injustice et de réclamer l'instauration d'un Etat de droit. Elle n'a pas hésité à exprimer son avis et son opposition au cinquième mandat. Élu, le président de la république Abdelmadjid Tebboune a salué l'engagement des hommes et des femmes à lutté contre l'ancien système et s'est engagé à son tour à apporter du changement. Concernant la gent féminine, le président avait fait la promesse de réaliser l'égalité entre les hommes et les femmes. Il avait dit : «La femme est une

citoyenne tout comme l'homme. Elle a tous les droits. Elle n'est pas un décor et ne le sera pas». Le chef de l'Etat avait rappelé que l'Algérie comptait beaucoup de femmes cadres, intellectuelles et universitaires. «C'est des énergies qu'il faut exploiter pour développer l'Algérie» avait-il affirmé. Inspirant à l'instauration d'une République qui exclut la marginalisation, l'exclusion, voire la discrimination entre les deux sexes, «une nouvelle mentalité», la femme se voit consacré tout un volet du programme politique du nouveau président Abdelmadjid Tebboune, visant à sa réhabilitation et son accès aux plus hautes fonctions de responsabilité. Il n'oubliera pas également la femme travailleuse à faible revenu et celle au foyer par des aides dont les mécanismes seront mis en place. En outre, le président s'est aussi engagé à créer une banque destinée à «appuyer» des projets des femmes au foyer, et protéger «la gent féminine contre toute forme de violence». Coté constitution, le

président n'a pas encore apporté de changement. Mais selon la Représentante résidente du Programme des Nations-Unies pour le développement (PNUD), Aliko Blerta «L'Algérie a accompli d'énormes progrès juridiques par rapport aux droits des femmes pour la consécration notamment de ses droits sociaux et économiques. Elle dira, en marge de la commémoration de la déclaration et du programme d'action Beijing +25 sur l'égalité entre les sexes et le droit humain des femmes que «l'Algérie a accompli d'énormes progrès dans le cadre juridique par rapport aux droits des femmes pour notamment la consécration de ses droits sociaux et économiques ainsi qu'en matière de parité dans les salaires entre les deux sexes». Pour elle, l'Algérie a fait «des progrès énormes» pour la mise en place de lois qui assurent l'égalité des sexes et la protection contre les violences. Elle a ajouté que dans la Constitution algérienne, les hommes et les femmes sont «vraiment

égaux» devant la juridiction, ajoutant néanmoins qu'il restait à faire dans les textes d'application pour améliorer l'impact de ces lois par rapport à la vie quotidienne des femmes. Il s'agit, a-t-elle poursuivi, notamment de la participation économique de la femme, de renforcer le nombre de femmes dans les postes de direction, soutenant qu'en Algérie, il y avait des acquis «très importants», à savoir les droits basiques notamment l'éducation et la santé. Pour le PNUD, de manière générale, il est encore difficile, de par le monde, de «briser les barrières invisibles» qui empêchent les femmes de progresser, relevant que les disparités entre les deux sexes ont diminué dans des domaines de base comme l'éducation et la santé, mais là où les femmes ont une plus grande responsabilité, une autorité politique et des avantages sociaux, «les inégalités entre les deux sexes persistent».

Thinhine Khouchi

Le Brent sous les 50 dollars, l'Opep+ échoue à se mettre d'accord

Les cours du pétrole s'effondrent

■ Les prix des deux références mondiales de pétrole brut sont bien partis pour enregistrer leur pire séance depuis 2009. L'Opep voulait tailler drastiquement dans la production de pétrole, la Russie a dit non : l'absence d'accord entre les deux alliés vendredi porte un «coup psychologique» aux marchés et risque d'accroître la déroute des cours.

Par Meriem Benchaouia

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole n'a pas réussi à trouver un accord avec ses alliés pour réduire la production d'or noir. Conséquence, les cours, déjà plombés par le coronavirus, ont dégringolé. En effet, les prix des deux références mondiales de pétrole brut sont bien partis pour enregistrer leur pire séance depuis 2009. L'Opep voulait tailler drastiquement dans la production de pétrole, la Russie a dit non : l'absence d'accord entre les deux alliés vendredi porte un «coup psychologique» aux marchés et risque d'accroître la déroute des cours entraînée par le coronavirus. La réunion entre l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et leurs alliés rassemblés autour de Moscou a tourné au psychodrame en Autriche après l'échec des Russes et des Saoudiens à trouver un terrain d'entente pour affronter les conséquences de l'épidémie mondiale. A l'issue d'une journée de pourparlers, le ministre russe de l'Énergie, Alexandre Novak, a annoncé un retour au chacun pour soi : il n'y aura plus d'obligation, à partir du 1er avril, de continuer à observer les stricts quotas que les 23 pays producteurs de l'Opep+ s'étaient fixés depuis 2017, selon M. Novak. Ce rebondissement a encore fait plonger les prix du pétrole. Le WTI, baril de référence aux Etats-Unis, pour livraison en avril, a plongé de 10,1 %, à 41,28 dollars, un niveau plus vu depuis avril 2016. Le baril de

Brent de la mer du Nord pour livraison en mai a lui dégringolé de 9,4 % à 45,27 dollars à Londres, soit son prix de clôture le plus bas depuis près de quatre ans.

Poursuite des consultations

Les 13 pays membres de l'Opep avaient proposé à Moscou de supporter l'essentiel d'une coupe collective supplémentaire de 1,5 million de barils par jour à compter du mois prochain et jusqu'à la fin de l'année 2020. Mais la Russie, chef de file des 10 partenaires du cartel, s'est affranchie de cette alliance en refusant d'assumer le tiers des coupes (500 000 barils) qui lui était réservé. Les représentants des 23 pays producteurs de pétrole ont quitté en ordre dispersé le siège de l'Opep, visages fermés, annulant une conférence de presse prévue à l'issue de leurs discussions. «Il n'y a pas d'accord, et il n'y a pas de plan B non plus», résumait un des rares délégués à s'exprimer devant les médias. Le secrétaire général nigérian de l'Opep, Mohammed Barkindo, a tenté de faire bonne figure, refusant d'acter la fin de l'alliance Opep+ et assurant à la presse que «les consultations se poursuivaient dès ce soir». Le prochain cycle de réunions ministérielles reste prévu en juin à Vienne. A moyen terme, les cours bas risquent de peser lourdement sur les budgets des pétromonarchies du Golfe et pourraient aussi remettre durablement en cause le mariage de



PH. > D. R.

raison scellé par l'Opep et ses alliés pour tenter de peser sur les prix. «L'absence d'accord est un coup psychologique porté au marché», a commenté Ann-Louise Hittle, analyste de Wood Mackenzie, qui a aussi souligné le risque de «une production effrénée» d'or noir dès le mois d'avril alors que l'offre est déjà excédentaire.

Plus grosse chute journalière depuis 2009

La dernière fois que les cours de l'or noir avaient subi pareille déconvenue, c'était le 2 mars 2009, alors que les inquiétudes des marchés se concentraient sur le secteur financier, qui restait dans la tourmente avec le renflouage en urgence de l'assureur américain AIG, peu avant la faillite de Lehman Brothers. Sur le

New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» avait lâché 10,3 % à 40,15 dollars ce jour-là. Le marché craint principalement que le déséquilibre se creuse entre l'offre (excédentaire) et la demande, vivement affectée par la propagation du coronavirus, notamment en Chine, premier consommateur mondial d'hydrocarbures. C'est la première fois que les membres de l'Opep+ (Opep et ses partenaires) ne parviennent pas à se mettre d'accord depuis la réunion d'avril 2016, qui avait échoué sur fond de rivalités entre l'Iran et l'Arabie saoudite. Alors que la part de marché de l'Opep+ ne cesse de décroître avec la montée en puissance de producteurs comme les Etats-Unis, le Brésil ou la Norvège, le cartel pourrait être en train de perdre la main sur le marché. **M. B.**

Commerce

Vers la criminalisation de la vente des produits alimentaires périmés

Le ministre du Commerce, Kamel Rezig, a fait savoir, hier à Alger, que son département œuvrait à «criminaliser» la production ou la commercialisation de produits périmés ou non-conformes aux règles d'hygiène. «Nous œuvrons, de concert avec le Premier ministre et le ministre de la Justice, à modifier la loi, en ce sens que toute utilisation ou vente de produits périmés sera considérée comme crime puni par la loi, et non un délit ou une infraction comme c'est le cas aujourd'hui», a déclaré M. Rezig lors d'une rencontre avec des

cadres du secteur du Commerce et des chambres de commerce des wilayas. Qualifiant le «fabriquant ou le commerçant offrant au citoyen des produits cancérogènes ou délétères de meurtrier», le ministre a affirmé que «la santé et le bien-être du citoyen sont une ligne rouge», faisant état de «l'application de mesures sévères contre les contrevenants». S'adressant aux importateurs et producteurs, M. Rezig a affirmé que l'ère de l'importation à l'emporte-pièce et de la mise en vente de produits périmés ou non-conformes aux règles d'hy-

giène est révolu, assurant que «tout le monde sera soumis à la loi et que le contrôle atteindra tous les niveaux du secteur de l'agroalimentaire». Dans ce cadre, le ministre du Commerce a fait état de la création en cours d'une agence de la santé alimentaire regroupant les instituts relevant des ministères de l'Agriculture, de l'Industrie et de la Santé, dans le but de veiller à la qualité et à la régularité du processus de production. Quant au contrôle des marchandises importées, le ministre a fait savoir que l'Algérie avait décidé

d'acquiescer des laboratoires mobiles à installer au niveau de chaque port, indiquant que le gouvernement s'était engagé «à ne laisser accéder au marché national aucun produit importé non-conforme aux règles de sécurité et de qualité quitte à renvoyer les bateaux chargés». Le nombre de laboratoires existants et ceux prévus à l'achat est de l'ordre de 29, qui seront renforcés par d'autres outils de contrôle et de régulation pour rehausser le nombre total des moyens à 45 au niveau national.

Dila B.

Le 19 mars à Oran

«L'égalité des chances à l'université», objet d'un colloque

Un colloque ayant pour objectif de promouvoir «l'égalité des chances» en milieu universitaire se tiendra le 19 mars prochain à Oran, a-t-on appris, hier, des organisateurs de cette rencontre initiée dans le cadre du Programme national «Adéquation-formation-emploi-

qualification» (AFEQ). «Le parcours LMD (Licence-Master-Doctorat) et l'égalité des chances entre les étudiants des deux genres constitue la thématique centrale de cet événement prévu à l'Université des sciences et de la technologie «Mohamed-Boudiaf» (USTO-MB)», a précisé

à l'APS le coordinateur local du Programme «AFEQ», Hassane Boukllia. L'évolution des étudiants et des enseignants durant leur parcours universitaire sera abordée à cette occasion à travers des témoignages et une conférence animée par une experte auprès du Programme

«AFEQ», a-t-il indiqué. La rencontre intervient à la clôture d'une campagne de sensibilisation dédiée à la même thématique qui a également fait l'objet d'un concours d'idées au profit des étudiants, a-t-il ajouté, signalant que les lauréats seront récompensés à l'issue du col-

LA QUESTION DU JOUR

Les Africains seraient-ils aussi résistants que les enfants ?

Suite de la page une

Ce scénario catastrophe ne s'est finalement pas produit. Si malgré tout l'infection devait se propager en Afrique, ce serait selon toute vraisemblance moins du fait des Chinois que de nos voisins européens, comme c'est le cas dans le Maghreb, en Egypte, et même ailleurs. En Algérie, le premier porteur a été un ressortissant italien, mais qui lui-même fort heureusement n'a contaminé personne. Et le deuxième, un émigré venu de France, qui lui par contre a transmis la maladie à sa famille à Blida. Ce qui est vrai de l'Algérie l'est probablement également de nos voisins. La première explication qui vient à l'esprit renvoie à la faiblesse du flux des voyageurs en partance du continent et vers lui par rapport à ceux qui ont cours ailleurs dans le monde. Le plus pauvre des continents se trouve être naturellement en quelque sorte le plus confiné de tous. Il n'a pas fallu en Afrique prendre des mesures drastiques pour isoler les premiers foyers de la maladie, pour la bonne raison que tout le continent est déjà grandement coupé du chassé-croisé des voyageurs recouvrant le reste du monde. L'Afrique a été protégée de par sa modeste intégration dans l'économie mondiale. Maintenant, il est vrai que cette explication est contredite par le million de Chinois qui y travaillent, et qui eux n'étaient pas confinés au moment où l'épidémie a commencé son tour du monde. Deuxième hypothèse : le coronavirus, comme celui de la grippe, est inhibé par la chaleur. Des tests de laboratoire auraient démontré le contraire. Reste la protection génétique, la plus efficace de toutes. Les Africains seraient de par leurs gènes moins sensibles que les autres à ce type de coronavirus. Quelque chose en eux leur donne la même capacité qu'aux enfants du monde entier de lui tenir tête. Tous les cas enregistrés chez nous sont asymptomatiques. Est-ce un hasard ? Peut-être pas. La réponse est en partie dans la suite des événements.

M. H.

loque. Lancé en 2018, «AFEQ» s'inscrit dans le cadre de la coopération entre l'Algérie et l'Union européenne (UE) et est placé sous l'égide du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale.

Lyes Ch.

ANEM

De plus en plus de femmes sur le marché de l'emploi

■ Le placement des femmes dans la marché de l'emploi représente 14,96 % du total des placements enregistrés par l'Agence nationale de l'emploi (Anem) durant l'année 2019, en légère hausse par rapport à l'exercice précédent, a-t-on appris auprès du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale.

Par Hasna Ch.

«**L**es placements classiques des femmes dans le monde du travail se sont élevés à 50 159 durant l'année 2019, soit un taux de 14,96% du nombre total des placements des demandeurs d'emploi enregistrés par l'Anem», a précisé la même source. Le nombre de placement des femmes avait atteint 47 730 (12,71%) placements en 2018, et 8 936 (17,23%) durant les deux premiers mois de l'année en cours. Concernant les demandeurs d'emploi aux besoins spécifiques, le bilan de l'Anem fait état de 646 demandeurs de différents types d'handicaps placés au cours de l'année précédente, 71 sont des femmes, sachant que l'Agence a recensé un total de 6 290 demandes d'emploi provenant des personnes aux besoins spécifiques à travers le territoire national, à la même date de référence. Durant les cinq dernières années, le placement classique des femmes a connu une progression «*significative*», passant de 27 103 placements en 2014 à 50 159 placements en 2019, soit un accroissement de 85%, a-t-on affirmé. S'agissant du dispositif d'Aide à l'Insertion professionnelle (DAIP), 243 478 femmes ont été insérées dans le cadre des contrats de travail aidé (CTA) depuis 2014, dont 8 261 en 2019. En matière d'encouragement de l'entrepreneuriat des femmes, par l'Agence nationale de soutien à l'emploi de jeune (Ansej) et la Caisse nationale d'assurance-chômage (Cnac), la



même source a souligné que le nombre de femmes ayant bénéficié des dispositifs publics d'appui à la création de micro-entreprises a connu «*une évolution sensible*» durant la période 2014-2019, passant de 17,22% à 17,37% projets financés, ajoutant qu'en 2019 le nombre de projets réalisés par les femmes a atteint 1 964, selon le ministère. «*Quoique les femmes aient investi tous les secteurs, l'analyse de la structure des projets initiés par les femmes durant la même période de comparaison, fait ressortir que celle-ci est dominée par le secteur des services avec 15,43% des projets créés, contre 19,15% dans le secteur de l'artisanat, 7,62% dans le secteur de l'agriculture, 17,22% dans le secteur de l'industrie, 48,30% dans les professions libérales et 2,31% dans le secteur du bâtiment et travaux publics*», a-t-on soutenu. Il ressort de ces données que certains secteurs, tels que «*l'hydraulique, la maintenance, la*

pêche et le transport sont très peu sollicités par les femmes», estime la même source. Par ailleurs, les résultats des enquêtes sur l'emploi et le chômage réalisées par l'Office national des statistiques (ONS), démontrent que la présence de la femme sur le marché du travail «*ne cesse d'augmenter*». Sur la période allant de septembre 2014 à mai 2019, le nombre de femmes occupées est passé de 1 722 000 (16,81% de la population occupée) à 2 062 000 (18,27%), soit un accroissement de 19,74%. Les données de l'ONS issues de l'enquête sur l'emploi et le chômage de mai 2019, font ressortir que 61,1% de l'emploi féminin est concentré dans l'administration publique, ajoutant que par groupe de profession, l'emploi féminin absorbe 56,9% de l'emploi total des employés administratifs, 54,8% des professions intellectuelles, 37,5% des professions intermédiaires (cadres moyens,) et

16,3% des métiers qualifiés de l'industrie et de l'artisanat. Cependant, le taux de chômage des femmes «*demeure important*» avec 20,4% en mai 2019, contre 9,1% chez les hommes. A cet effet, le directeur général de l'emploi et de l'insertion au ministère, Mohamed Charaf Eddine Boudiaf, a souligné que la participation de la femme au marché du travail a enregistré des progrès grâce à plusieurs réformes institutionnelles qui lui garantissent des droits de plus en plus élargis et favorisent son intégration dans le monde du travail. En matière d'accès à l'emploi, le même responsable a affirmé que la nouvelle politique de l'emploi a contribué à une redynamisation du marché de l'emploi en général et de l'activité féminine en particulier. Il a rappelé que la loi n° 90-11 du 21 avril 1990 relative aux relations du travail, modifiée et complétée, consacre le droit au travail quel que soit le sexe et interdit

toute discrimination entre travailleurs en matière d'emploi, de rémunération ou de condition de travail. Le même responsable a affirmé que la question de l'emploi et de la lutte contre le chômage constitue «*une des priorités*» du programme du gouvernement dont elle constitue «*un axe stratégique*». Il a indiqué que la loi fondamentale du pays stipule, dans son article 36, que l'Etat œuvre à promouvoir la parité entre les hommes et les femmes sur le marché de l'emploi, soulignant que la mise en œuvre de ce principe constitutionnel trouve sa pleine traduction dans la législation qui prohibe toute discrimination entre les hommes et les femmes en matière de travail et d'emploi, elle assure une protection particulière pour la femme travailleuse et la prémunit contre toute forme d'exploitation. «*Le gouvernement a inscrit également comme axe prioritaire de son plan d'action le renforcement de l'intégration économique des femmes, des personnes à besoins spécifiques et des demandeurs d'emploi résidents au niveau des localités dépourvues de bassins d'emploi, à travers la mise en place de nouveaux mécanismes incitatifs*», a-t-il rappelé. Le DG de l'emploi et de l'insertion a rappelé que la contribution du secteur du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale en matière de promotion de l'emploi s'opère, notamment, à travers la mission d'intermédiation sur le marché du travail dévolue à l'ANEM, l'appui et l'encouragement de l'esprit entrepreneurial chez les jeunes promoteurs par le biais des dispositifs de soutien à l'activité gérés par l'Ansej et la Cnac. **H. Ch./APS**

Portrait

Moufida Baira...une parapentiste averse de «randonnées aériennes»

Adapte de l'activité sportive depuis son jeune âge et désireuse de se surpasser, Moufida Baira est la première femme parapentiste dans la wilaya de Mila. Pharmacienne aux journées bien chargées, la jeune femme de 34 ans a succombé à la passion du vol libre et avoue à l'APS qu'elle a dû surmonter les obstacles psychologiques et sociaux avant de pouvoir pratiquer du parapente. Désormais dans le club très sélect des femmes parapentistes, Moufida se lance le défi de pratiquer sa passion dans plusieurs régions et de se lancer en vol libre pour mieux admirer les sites et les monuments sa région et d'autres. «*L'idée de suivre une formation en parapente est née de mon désir de me surpasser et de prouver que ce sport n'est pas l'exclusivité des hommes. Les femmes peu-*

vent parfaitement le pratiquer et s'y distinguer», avoue-t-elle. Et d'ajouter : «*Durant les années de ma scolarisation, j'ai pratiqué de nombreux sports collectifs. Je faisais partie des équipes scolaires de handball et de volleyball et j'ai continué sur la même lancée à l'université*».

Le parapente, «une randonnée aérienne» saisissante

Revenant sur ses débuts dans la pratique du parapente, Moufida a souligné qu'elle cherchait avec une amie à s'inscrire à une formation à Annaba avant d'apprendre, fin 2018, qu'un club de parapente a été créé à Mila. «*J'ai pris immédiatement contact avec le club et j'étais parmi ses premiers adhérents. Ma famille s'y opposait catégoriquement et ne cessait d'évoquer*

la dangerosité de ce sport, mais j'ai tenu bon et je me suis lancée dans l'aventure». Après des cours théoriques, la jeune femme a pu enfin franchir une autre étape, celle des cours pratiques et a volé dans les airs. «*Le premier défi pour moi à ce moment était de surmonter ce sentiment d'hésitation qui m'avait envahi. Beaucoup d'idées se bousculaient dans ma tête, les obstacles qu'un parapentiste peut traverser, un imprévu en plein ciel et tant d'autres choses avant de descendre la pente et m'envoler, équipée de mon aile et mon courage*». Le visage rayonnant de joie, la pharmacienne souligne encore : «*Pratiquer le parapente c'est également se familiariser avec les lois de la gravitation et les maîtriser, connaître la direction et la vitesse du vent et puis le sentiment de liberté qui*

envahit le parapentiste alors qu'on contemple des paysages magnifiques et des sites éblouissants est indescriptible. Ce sentiment me fait souvent oublier tout danger». La jeune sportive a effectué jusque-là six heures de vols libres et a plané avec son aile à 600 et 1 300 mètres. Elle œuvre à se perfectionner dans cette discipline, assure-t-elle. Selon le président et l'instructeur du club de vol libre de Mila, Ahmed Belmouhoub, la détermination de la parapentiste Moufida Baira lui a permis de se distinguer dans cette pratique sportive. «*C'est un sport qui exige de la patience, de la passion et un mental d'acier. A Mila, on comptabilise seulement 4 parapentistes*», relève-t-il. M. Belmouhoub a souligné que «*la jeune parapentiste a œuvré à accompagner le club à ses débuts, à encourager l'équipe*

du club à aller de l'avant, à persévérer pour créer un espace convivial pour la pratique de cette activité sportive». Pour le chef du service de l'éducation physique et sportive, à la direction locale de la jeunesse et des sports, Laid Baghi, «*la présence à Mila d'une jeune femme active dans une nouvelle discipline sportive à l'échelle nationale comme le parapente est considérée comme un acquis pour le sport féminin local*». «*La politique générale du secteur de la Jeunesse et des Sports vise à développer et élargir le cercle de la pratique des sports collectifs ou individuels parmi la gent féminine et la parapentiste Moufid Baira est en mesure d'encourager les jeunes femmes à adhérer aux diverses disciplines sportives*», confie-t-il.

Hana D.

Semaine difficile

Baisse des cours mondiaux des matières premières à l'exception de l'or

■ Les cours des matières premières ont connu une semaine difficile, emportés par la propagation du coronavirus dans le monde, à l'exception de l'or qui a atteint son plus haut depuis sept ans.

Par Salem K.

En voici la tendance. Les cours du pétrole ont plongé vendredi, lâchant même temporairement jusqu'à 9 % tandis que l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et ses alliés (Opep+) n'ont pas réussi à s'accorder sur des baisses de production. En effet, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mai valait 46,34 dollars à Londres, en baisse de 7,30 % par rapport à la clôture de jeudi, après être tombé à 45,28 dollars, un plus bas depuis juin 2017. A New York, le baril américain de WTI pour avril perdait 7,58 % à 42,42 dollars, après être tombé jusqu'à 41,77 dollars, un plancher depuis août 2016. La réunion de l'Opep+ n'a pas permis de sortir de l'impasse, les Russes refusant de nouvelles baisses de production. Par ailleurs, le ministre de l'Energie, Mohamed Arkab, président de la conférence de l'Opep a affirmé vendredi depuis Vienne que la 8e réunion ministérielle Opep non-Opep avait été «très importante».

Céréales

Les cours du maïs, du blé et du soja ont de nouveau terminé en baisse vendredi à Chicago, à cause de la propagation de l'épidémie dans le monde. «La peur et la panique autour du coronavirus et de ses conséquences sur la planète continuent à dominer», a commenté Mike Lung, analyste. «La bonne nouvelle est que



les volumes d'échanges restent plutôt limités sur le marché des produits agricoles», a-t-il noté. L'annonce de deux importantes commandes de maïs par des acheteurs étrangers, de 211 336 tonnes vers une destination non précisée et de 234 688 tonnes vers le Japon, n'a pas suffi pour redresser les cours. Les courtiers attendent encore l'annonce de ventes importantes de soja à la Chine, qui a pourtant autorisé certaines firmes chinoises à importer de l'oléagineux américain sans les surtaxes mises en place dans le cadre de la guerre commerciale entre les deux pays. «Mais les ventes de soja à la Chine lors de la semaine se terminant le 27 février étaient les plus faibles en près de six mois», souligne Kathleen Murphy, analyste. Le boisseau de maïs (environ 25 kg) pour livraison en mai, le plus échangé, a terminé vendredi à 3,7600 dollars contre

3,8175 dollars à la précédente clôture (-1,51 %). Le boisseau de blé pour livraison en mai, le plus actif, a fini à 5,1575 dollars contre 5,1875 dollars jeudi (-0,58 %). Le boisseau de soja pour livraison en mai, le plus échangé, a terminé à 8,9125 dollars contre 8,9700 dollars la veille (-0,64 %). **Métaux** L'or a terminé la semaine vendredi à son plus haut depuis sept ans, dopé par l'épidémie qui pousse les investisseurs à se délester d'actifs risqués pour accumuler du métal précieux. Il est monté à un nouveau plus haut en sept ans, après celui atteint il y a dix jours, culminant à 1 690,00 dollars l'once, et prenant quelque 5 % sur la semaine. Cette envolée s'explique par «la nette baisse des marchés d'actions et des rendements obligataires provoquée par la propagation de l'épidémie en dehors de Chine», a souligné Carsten Fritsch, analyste.

Contrairement à la flambée de 2011, lorsque l'or avait atteint un sommet historique à plus de 1 900 dollars l'once avec la crise de la dette européenne, «il semble que le problème puisse être réglé relativement rapidement», a estimé Carlo Alberto De Casa, également analyste, même si l'impact économique risque d'être important au premier semestre. Pour Lukman Otunuga, un autre analyste, «le précieux métal a le potentiel de (batter son record historique) si l'épidémie de coronavirus accentue l'instabilité et crée une récession mondiale». L'or a également bénéficié de la baisse du dollar, qui a perdu cette semaine de 2,5 % face à un panier de devises (le «dollar index»). Le métal jaune, comme de nombreuses autres matières premières, est libellé en dollars et une baisse de celui-ci le rend

moins onéreux pour les acheteurs utilisant d'autres devises. Sur le London Bullion Market, l'once d'or valait 1 655,13 dollars vendredi, contre 1 585,69 dollars le vendredi précédent à la clôture. Le cuivre a, quant à lui, démarré la semaine en hausse avant d'effacer ses gains, notamment ce vendredi. «Les métaux de base ont baissé avant le week-end, l'aversion au risque ayant balayé les marchés mondiaux et poussé les actions à la baisse», a expliqué Anna Stablum, analyste. Avec la propagation de l'épidémie, de nombreux pans de l'économie tournent au ralenti et les prévisions de croissance pour 2020 ont été abaissées, notamment par l'OCDE qui s'attend désormais à une progression du PIB mondial de 2,4 % dans le meilleur des cas cette année, contre 2,9 % auparavant.

S. K./APS

Etats-Unis/Banque/Centrale/Santé/Virus/Epidémie Les dollars qui rentrent d'Asie sont eux aussi en quarantaine

UNE PORTE-PAROLE de la Banque centrale américaine a indiqué vendredi que les billets en dollars qui reviennent aux Etats-Unis après avoir été utilisés en Asie sont eux aussi soumis à une quarantaine, pour limiter les risques de propagation du nouveau coronavirus. Ces billets restent désormais enfermés pendant une période minimale de 7 à 10 jours, au lieu de 5 jours auparavant, et jusqu'à 60 jours, a précisé cette porte-parole, confirmant des informations de médias américains. «Par mesure de précaution, les procédures de traitement des espèces ont été modifiées pour les devises envoyées depuis l'Asie», a-t-elle ajouté. La mesure est effective depuis le 21 février. Elle ne concerne pour l'instant que les billets revenus d'Asie, mais pourrait être élargie si les autorités américaines de santé le jugent nécessaire, a encore indiqué la porte-parole de la Fed. La Banque centrale de Corée du Sud a également annoncé vendredi une quarantaine de deux semaines pour les billets de banque, rapporte le «Wall Street Journal». La Banque centrale chinoise avait annoncé mi-février que les billets usagés étaient désormais désinfectés et placés en quarantaine jusqu'à quatorze jours, avant d'être remis en circulation. (APS)

Canada

Hausse du déficit commercial en janvier à 1,5 Md CAD

Le Canada a enregistré en janvier un déficit commercial de 1,5 milliard de dollars canadiens (986 millions d'euros), qui a doublé par rapport à décembre, a indiqué vendredi l'institut national de la statistique. Statistique Canada a révisé à la hausse ses données de décembre, fixant le déficit commercial pour ce mois à 732 millions de dollars, contre 370 millions annoncés début février. En janvier, «d'importantes baisses des exportations et des importations avec la Chine ont été observées, ce qui a coïncidé avec l'intensification de l'épidé-

mie de coronavirus à la fin du mois», relève Statistique Canada. Les exportations vers la Chine ont diminué de 7,8 % tandis que les importations en provenance de Chine ont reculé de 12,1 % pour s'établir à 3,4 milliards de dollars, soit «le niveau le plus bas affiché en trois ans». La Chine est le deuxième partenaire commercial du Canada après les Etats-Unis. «Les effets de l'épidémie pourraient être plus fortement ressentis dans les mois qui suivront», explique l'institut, qui estime que les prix des produits de base pourraient

«fluctuer». Au total, les exportations de marchandises du Canada ont diminué de 2 % en janvier pour s'établir à 48,1 milliards de dollars, «en partie sous l'effet de la baisse des exportations de véhicules automobiles». Elles sont en baisse en raison de fermetures temporaires prolongées dans certaines usines de montage et de la récente fermeture de l'usine de General Motors à Oshawa, en Ontario. Les exportations de gaz naturel ont chuté (-26,2 %) car les températures dans la majeure partie des Etats-Unis ont été

supérieures aux niveaux habituellement observés en janvier, ce qui a entraîné une baisse de la demande. De leur côté, les importations ont également reculé de 0,5 %, «surtout en raison de la baisse des importations de produits pharmaceutiques» (-26,1 %). En outre, l'excédent commercial du Canada avec les Etats-Unis s'est «rétréci pour passer de 4,7 milliards de dollars en décembre 2019 à 3,6 milliards en janvier, ce qui constitue le plus faible excédent observé depuis février 2019».

Adel B.

Constantine

Régularisation «depuis janvier» de 17 000 cas de raccordements illicites

■ Plus de 17 000 raccordements illicites au réseau d'alimentation en eau potable (AEP) ont été régularisés à Constantine «depuis janvier dernier», a révélé le directeur général de la Société de l'eau et de l'assainissement de Constantine (SEACO), Hakim Hireche.

Par Nassima A.

«**L**a SEACO a procédé depuis début 2020 à la régularisation de 17 000 cas de branchements anarchiques au réseau de l'AEP pour permettre une meilleure gestion de cette denrée vitale», a déclaré le responsable en marge d'une journée de sensibilisation sur l'économie dans l'utilisation de l'eau. L'opération de régularisation des raccordements anarchiques au réseau d'AEP a ciblé plusieurs quartiers de la ville de Constantine comme Chaâb Errassas, Bencherghi et Boudraâ Salah entre autres, réputés par leur configuration urbanistique «confuse», a déclaré M. Hireche qui a mis l'accent sur l'importance de cette mesure dans l'amélioration du service, l'optimisation du rendement et la rationalisation de la consommation. La SEACO sera dotée dans le cadre de son plan d'action pour l'exercice 2020, de plus de 20.000 compteurs destinés à la régularisation et la rationalisation de la consommation du précieux liquide, a fait savoir le même responsable, qui a mis l'accent sur les «innombrables dégâts» causés par les raccordements illicites au réseau d'AEP. A ce titre, de DG de la SEACO a indiqué que 40% des fuites d'eau signalées sur le réseau d'AEP de Constantine étaient dues aux branchements illicites et aux agressions sur les



ouvrages de la société par les différentes entreprises de réalisation, causant des perturbations d'approvisionnement en eau. Plus de 4 000 fuites d'eau avaient été réparées par la SEACO en 2019, a fait savoir le même responsable, rappelant que 300 km de réseaux d'AEP

avaient été réhabilités durant la dernière décennie, relevant que les réseaux d'AEP du chef lieu de wilaya et de quelques communes ont été rénovés à 100%. Faisant état d'un taux de 79% s'agissant de l'alimentation H24, en eau potable à travers le territoire de la wilaya, le même responsable a indiqué que la SEACO s'attèle à améliorer ce taux à travers la réalisation de projets d'appui dans les communes et le perfectionnement du réseau d'AEP. La journée de sensibilisation et d'information sur l'économie dans l'utilisation de l'eau a été organisée à l'initiative de l'Agence du bassin hydrographique Constantinois – Seybousse – Mellegue, à Dar El Imam du centre ville de Constantine au profit des imams et mourchidates des différentes mosquées de la wilaya.

N. A.

Khenchela / Commune de Chechar Raccordement de plus de 430 foyers au réseau de gaz naturel

Au total, 438 foyers de la localité Bouzougla de la commune de Chechar (Khenchela) ont été raccordés au réseau du gaz naturel. «Le projet de raccordement de ces foyers au réseau du gaz naturel a été réalisé dans un délai de neuf mois pour un investissement de l'ordre de 30 mil-

lions de dinars», selon les explications fournies sur les lieux au chef de l'exécutif local, Ali Bouzidi, qui a présidé la cérémonie de raccordement de ces foyers à cette énergie. Dans la même commune, à la cité Melal, le chef de l'exécutif local a donné le coup d'envoi du lancement

des travaux de raccordement de 210 foyers de au réseau d'électricité, un projet pour lequel une enveloppe financière de 15 millions de dinars, allouée du Fonds d'assurance et de solidarité des collectivités locales a été dégagée. Le même responsable avait également inspecté le projet de rac-

cordement de 143 foyers des villages de Tabergda et Tadjmout (commune de Chechar) au réseau du gaz naturel, où, les responsables du chantier ont avancé 50% de taux d'avancement de ce projet de plus de 38 millions de dinars. Il s'est enquis de la phase équipement du projet de l'hôpital «Chadli Bendjedid» qui a atteint un taux de 90 % d'achèvement des travaux, selon le directeur des équipements publics, Lamdjed Guetay. Inspectant les travaux de réalisation d'un groupement scolaire dans la cité «Essaha» (commune de Djellal), le wali avait instruit les responsables concernés à l'effet d'inscrire «en urgence» une opération de réalisation d'une cantine scolaire et d'un mur de soutènement en sus de la programmation d'un projet de réhabilitation de la route menant vers cet établissement scolaire.

F. K./APS

Tissemsilt

Projets de réalisation de nouvelles infrastructures scolaires

Le secteur de l'Éducation de la wilaya de Tissemsilt a bénéficié, dernièrement, de projets de réalisation de nouvelles infrastructures scolaires, a-t-on appris de la Cellule de communication de la direction de l'éducation de Tissemsilt. S'inscrivant dans le cadre du programme sectoriel pour l'année 2020, ces projets portent sur la réalisation de deux lycées pour remplacer deux anciens réalisés en préfabriqué à savoir le lycée «Ahmed Ben Yahia El Wancharissi» de la ville de Tissemsilt et le lycée «Sardo Abdelkader» de Bordj Bounaama. A rappeler que ces deux lycées ont été fermés à l'entame de l'année scolaire

2018-2019, en raison de leur état de «détérioration», selon la même source. Le secteur a également bénéficié du projet de réalisation d'un lycée d'une capacité d'accueil de 1 000 places pédagogiques dans la commune de Lazharia, qui contribuera à réduire la tension enregistrée sur l'ancien lycée dans la même collectivité locale. En outre, l'ancien CEM «Ahmed Rezzoug» de Theniet El Had, fermé depuis dix ans en raison de son état délabré, fait l'objet d'une opération de réfection et de réhabilitation. Par ailleurs, le secteur de l'éducation dans la wilaya sera doté, avant le début de la prochaine rentrée scolaire de

sept groupes scolaires à Tissemsilt, Sidi Slimane, Bordj Emir Abdelkader, Khemisti, de quatre CEM au chef-lieu de wilaya, à Theniet El Had, à Tamlah et Sidi Boutouchent et de deux lycées dans les communes de Sidi Slimane et Boukaid. Plus de 120 opérations sont concrétisées dans le secteur de l'éducation, dont notamment celles relatives à la réalisation, l'aménagement, la réhabilitation et à l'extension de plusieurs infrastructures scolaires. Le taux d'avancement des travaux de ces opérations varie entre 20 et 60 pour cent, selon la Direction des équipements publics. O. Y.

Ain Témouchent

Hausse de 13 pc du chiffre d'affaires de la Caisse régionale de mutualité agricole

Le chiffre d'affaires de la Caisse régionale de mutualité agricole (CRMA) de la wilaya d'Ain Témouchent a connu en 2019 une croissance de 13 pour cent, par rapport à l'année 2018, a-t-on appris auprès de cette instance. Les différentes campagnes de sensibilisation, à l'initiative de la CRMA d'Ain Témouchent au profit des agriculteurs et éleveurs, ont contribué à faire connaître les mécanismes et les facilités accordés

dans le domaine des assurances pour attirer de nouveaux adhérents, ce qui a permis d'augmenter le chiffre d'affaires de 13 pc par rapport à l'année 2018, a indiqué le directeur de la CRMA, Cheikh Gourari. Plusieurs avantages ont été accordés par la Caisse, ayant trait aux possibilités de paiement par facilité, notamment en ce qui concerne les polices d'assurances et le soutien technique dont dispose ce fonds de garan-

tie de façon cyclique et opérationnelle, et ce, pour gagner la confiance des agriculteurs et des éleveurs participant pour une large part à l'amélioration de la situation financière de la Caisse, a expliqué M. Gourari. Le montant des dédommagements débloqué au profit de 32 éleveurs de bovins sinistrés a atteint, durant l'année écoulée, plus de 4, 5 millions DA de bénéfice, sachant que l'ensemble des dossiers déposés a

été traité de manière diligente pour une valeur de dédommagement estimée à 80 pc du prix de l'élevage. La Caisse a dénombré 300 agriculteurs ayant souscrit à une assurance dans les filières végétales pour une superficie équivalente à 3 000 ha et le travail se poursuit pour élargir le cercle des sociétaires à travers les opérations de sensibilisation sur le terrain sous la supervision des cadres de cette société, en compagnie d'experts

agricoles, pour faire connaître l'importance des assurances agricoles et les facilités accordées dans ce domaine, a-t-il ajouté. La CRMA d'Ain Témouchent a mis en œuvre une stratégie à l'effet de rapprocher ses structures de ses affiliés à travers des bureaux locaux qui activent dans l'ensemble des communes dont El Malah, El Amria, Ain Témouchent et El Kihel, a-t-on indiqué.

R. S.

Tunisie/Terrorisme

Le Chef du gouvernement appelle les Tunisiens à l'unité

■ Le Chef du gouvernement tunisien, Elyes Fakhfakh, a appelé, vendredi, les Tunisiens à resserrer les rangs et à rejeter toute forme de violence qui pourrait menacer la sécurité et la démocratie de la Tunisie, suite à l'attentat ayant visé une patrouille des forces de sécurité, rapporte l'agence TAP.

Par Yanis T.

Dan un communiqué publié par la Présidence du gouvernement, Elyes Fakhfakh a présenté ses sincères condoléances à la famille du lieutenant Mohamed Missaoui, tué dans cette attaque, souhaitant prompt rétablissement aux blessés.

Par ailleurs, le Chef du gouvernement a salué les unités de sécurité qui ont fait preuve d'un grand courage et de promptitude pour lutter contre le terrorisme.

L'attentat terroriste a visé une patrouille de sécurité et non l'ambassade US

Le ministre tunisien de l'Intérieur, Hichem Mechichi, a indiqué, vendredi, que deux individus à bord d'une moto se sont fait exploser prenant pour cible une patrouille de sécurité publique au nord de Tunis, réfutant ainsi les informations selon lesquelles les assaillants auraient ciblé le siège de l'ambassade des Etats-Unis à Tunis.

Lors d'une conférence de presse organisée vendredi soir au siège du ministère, à Tunis, Mechichi a ajouté que cette attaque terroriste a fait un mort, le lieutenant Taoufik Mohamed Missaoui des unités d'intervention, et cinq autres blessés parmi les forces sécuritaires ainsi qu'une citoyenne tunisienne.

Il a précisé que «les blessés sont dans un état stable et ne présentent aucun danger», qualifiant cette opération terroriste de «lâche et désespérée» face aux réalisations accomplies par les institutions sécuritaires et militaires dans la lutte contre le terrorisme.

Le ministre n'a, cependant,

pas fourni de plus amples informations sur les auteurs de l'attaque, déclarant que les recherches se poursuivent pour connaître leur identité et leur appartenance.

Le ministre tunisien de l'Intérieur affirme la détermination à venir à bout du terrorisme

Le ministre tunisien de l'Intérieur, Hichem Mechichi, a indiqué, vendredi, que l'attentat terroriste qui a visé une patrouille sécuritaire au nord de la capitale a fait un mort, le lieutenant Taoufik Mohamed Missaoui. Cinq autres policiers ont été blessés ainsi qu'une femme.

Lors d'une conférence de presse organisée au siège du ministère, à Tunis, Mechichi a ajouté que le lieutenant Taoufik Mohamed Missaoui qui relève de la Direction générale des unités d'intervention est âgé de 52 ans et est père de trois enfants.

Les policiers et la femme blessés dans l'attentat ont été admis à l'hôpital des forces de sécurité intérieure de la Marsa. Ils sont

dans «un état stable qui ne présente aucun danger», assure le ministre. Selon le ministre, cette opération terroriste «lâche et désespérée prouve la débâcle des éléments terroristes face aux réalisations accomplies par les institutions sécuritaires et militaires, et ne peut que renforcer notre détermination à éradiquer le terrorisme et pourchasser les terroristes où qu'ils soient».

Le ministre a présenté ses condoléances à la famille du policier tué et aux familles de tous les martyrs parmi les sécuritaires et les militaires, rendant hommage aux forces de la sécurité et de l'armée pour leurs efforts dans la lutte contre le terrorisme et la garantie de la sécurité du pays.

Le ministre de l'Intérieur qui était accompagné du porte-parole de la Direction générale de la sûreté nationale, Walid Hakima, n'a pas donné de plus amples informations sur l'identité et l'appartenance des auteurs de l'attentat (qui sont morts) ainsi que sur les circonstances de l'attaque, déclarant que les recherches se poursuivent.



Hichem Mechichi a précisé que l'attentat a visé une patrouille de sécurité publique aux Berges du Lac 2 (près de l'ambassade des Etats-Unis), réfutant les informa-

tions selon lesquelles les assaillants auraient ciblé le siège de l'ambassade américaine.

Y. T./APS

Ligue Arabe/ONU

La Ligue arabe et l'ONU discutent de la situation en Libye

Le secrétaire général de la Ligue arabe, Ahmed Aboul-Gheit, et le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, ont discuté de l'évolution de la crise libyenne à la suite de la démission de Ghassan Salamé, envoyé spécial de l'ONU en Libye.

M. Aboul-Gheit a exprimé à M. Guterres sa sincère gratitude envers M. Salamé pour le rôle important qu'il a joué dans les efforts de paix et de stabilité en Libye, a déclaré vendredi la Ligue arabe dans un communiqué.

Il a également fait part de sa confiance dans la capacité des Nations unies à choisir une autre figure arabe distinguée pour succéder à M. Salamé et diriger la mission des

Nations unies en Libye.

Le chef de la Ligue arabe a aussi affirmé sa volonté de poursuivre l'étroite coopération avec les Nations unies afin de résoudre la crise libyenne, de mettre un terme aux opérations militaires dans le pays et d'«accompagner les parties libyennes dans les voies du dialogue en matière de sécurité, de politique et d'économie qui a commencé à la suite du Sommet de Berlin, qui s'est tenu en janvier dernier».

M. Aboul-Gheit a encore informé le chef de l'ONU des résultats de la réunion des ministres arabes des Affaires étrangères qui a eu lieu mercredi au Caire, et lors de laquel-

le une résolution qui comprend un engagement des pays arabes à travailler par l'intermédiaire de la Ligue arabe pour régler la crise libyenne a été adoptée. Ghassan Salamé, qui a démissionné pour des raisons de santé, s'était efforcé d'amener les différentes parties libyennes à la table des négociations et d'aider à trouver une solution politique à la crise libyenne.

La Libye connaît une escalade de la violence et de l'instabilité politique depuis la chute du régime de l'ancien leader Mouammar Kadhafi en 2011.

Malik N.

Mauritanie-Gouvernement

Aucun dépassement dans la gestion des finances publiques «ne sera toléré»

Le gouvernement mauritanien cherche encore à accorder ses violons pour une meilleure efficacité de son action afin de concrétiser les engagements socio-économiques pris par le président Ghazouani en faveur de ses concitoyens dans le cadre de son programme politique «Mes priorités».

C'est en tout cas le ton donné après une réunion, mardi, du ministre secrétaire général du gouvernement, par Niang Jibril, avec les secrétaires généraux des départements ministériels qu'il aurait exhortés à une plus grande synergie en favorisant des mécanismes de coordination pour le suivi de l'exécution

des programmes et plans d'action gouvernementaux. Pour ce faire, désormais, tous les mois, trois secrétaires généraux devraient présenter leurs copies sur l'état d'avancement des programmes dont ils ont la charge.

L'objectif de la rencontre, est de fournir des rapports circonstanciés afin de permettre aux décideurs politiques d'agir à temps.

Pour autant, le gouvernement, à travers Niang Jibril, rappelle aux gestionnaires des départements ministériels l'exigence de transparence et de bonne gouvernance de la chose publique, insistant sur l'activation impartiale des organes de gestion des finances publiques.

Il a, à cet effet, révélé que des formations seront bientôt dispensées sur une gestion responsable des marchés publics indiquant qu'aucun dépassement dans la gestion des finances publiques ne serait toléré.

Le géant chinois Sinohydro va réhabiliter le pont vanne de Kaédi pour 6,8 M\$

Le géant chinois Sinohydro est retenu pour les travaux de réhabilitation du pont vanne de la ville de Kaédi et des digues de retenues d'eau de l'ouvrage situé sur le fleuve Sénégal, cela pour un montant de 6,87 M\$.

En effet Sinohydro vainqueur le 10 décembre dernier des travaux de consolidation du pont vanne (lot 1 du projet de réhabilitation) d'un montant de 2,04 M\$ a été déclaré ce mercredi 4 mars attributaire de la réhabilitation des digues (lot 2) à laquelle est dévolue une enveloppe de 4,83 M\$.

Le pont vanne de Kaédi construit au milieu des années 70 est plus d'autant important qu'il permet d'irriguer quelque 1 900 hectares de terres arables et constitue une source de revenus pour quelque 52 coopératives agricoles.

Les travaux de réhabilitation du pont vanne et digues financés par la Banque mondiale

entrent dans le cadre du Projet de gestion des ressources en eau et de développement des usages multiples dans le bassin du Fleuve Sénégal (PGIRE) de l'Organisation de la mise en valeur du Sénégal (OMVS) qui regroupe la Mauritanie, le Mali, le Sénégal et la Guinée Conakry.

Le géant chinois a d'autant plus séduit le maître d'ouvrage délégué en l'occurrence la Société nationale (mauritanienne) du développement rural (Sonader) qu'il était le moins disant des concurrents en lice. Il dispose d'un délai de dix mois pour exécuter le contrat à dater du démarrage des travaux.

M. T.



Kaboul

Une trentaine de morts dans le premier attentat depuis l'accord USA-talibans

■ Une trentaine de personnes ont été tuées vendredi dans une attaque contre un rassemblement politique à Kaboul, la première dans la capitale afghane depuis la signature de l'accord entre les États-Unis et les talibans, un attentat revendiqué par le groupe jihadiste État islamique (EI).

Par Rosa C.

«**V**ingt-neuf personnes, dont des femmes, ont été tuées et 61 blessées», a déclaré Nasrat Rahimi, le porte-parole du ministère afghan de l'Intérieur. Wahidullah Mayar, le porte-parole du ministère de la Santé, a fait état auprès de l'AFP de «32 morts, dont cinq femmes, et 58 blessés». L'EI a revendiqué l'attaque via l'application Telegram. Deux jihadistes «ont visé un rassemblement d'apostats dans la ville de Kaboul avec des armes automatiques, des grenades et des lance-roquettes», a affirmé l'organisation jihadiste. Plus tôt, les talibans avaient nié toute responsabilité dans cette attaque qui souligne le niveau d'insécurité toujours élevé en Afghanistan malgré l'accord signé le 29 février à Doha entre le gouvernement américain et les insurgés.

Washington a promis le retrait de toutes les forces étrangères dans les 14 mois en échange de garanties sécuritaires des talibans. L'attaque visait une cérémonie commémorant la mort d'Abdul Ali Mazari, un homme politique de la minorité hazara, dont les membres sont très majoritairement chiites dans un Afghanistan largement sunnite. L'année dernière, cette même cérémonie avait déjà été la cible de tirs de mortier revendiqués par l'EI, qui avaient tué au moins onze personnes. De nombreux membres de l'élite politique afghane étaient présents, dont le chef de l'exécutif afghan Abdullah Abdullah, qui revendique la victoire à la présidentielle de septembre même si les résultats officiels le donnent perdant. «Tous les responsables de haut niveau ont été évacués des lieux en toute sécurité», a commenté Nasrat Rahimi, porte-parole du ministère de l'Intérieur.



Les deux assaillants, qui avaient ouvert le feu à partir d'un chantier voisin, ont été abattus, a-t-il ajouté. Le président Ashraf Ghani a dénoncé «un crime contre l'humanité». «Les attaques contre des civils sont inacceptables et ceux qui commettent de tels crimes doivent rendre des comptes», a renchéri le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres. Le chef de la diplomatie américaine Mike Pompeo a également condamné cette «attaque odieuse». «Attaquer des innocents sans défense lors d'une commémoration est un signe de faiblesse, pas une démonstration de force», a-t-il dit dans un communiqué, estimant que le «processus de paix en cours» devait justement permettre aux Afghans de former «un front uni face à la menace de l'EI». Mais ce processus de paix est déjà lui-même menacé. Après une semaine de trêve partielle globalement respectée

avant la signature de l'accord de Doha, les talibans ont repris lundi leurs attaques contre les forces de sécurité afghanes. Les négociations de paix inédites entre les talibans et le gouvernement de Kaboul, censées commencer le 10 mars, selon le texte conclu au Qatar, semblent donc compromises. D'autant que le président afghan Ashraf Ghani a aussi rejeté pour l'instant un des principaux points de cet accord, dont le gouvernement de Kaboul n'est pas signataire: la libération de jusqu'à 5 000 prisonniers talibans en échange de celle de jusqu'à 1 000 membres des forces afghanes aux mains des insurgés. Un porte-parole des talibans, Suhail Shaheen, a répété vendredi sur Twitter que son groupe était prêt à entamer les négociations mardi si les prisonniers étaient bien libérés. Tout retard ne pourra donc être imputé qu'aux «autres parties», a-t-il prévenu. Mike Pompeo, qui tente

de ne pas faire dérailler le processus de paix interafghan avant même qu'il démarre vraiment, a relativisé les violences de cette semaine. «Les niveaux de violence sont malgré tout inférieurs à ce qu'ils ont été pendant les cinq ou six dernières années», a-t-il dit vendredi matin sur la chaîne américaine CNBC. Le groupe État islamique, présent en Afghanistan depuis 2015, a multiplié les attaques contre la communauté chiite dans ce pays. Ces derniers mois, il a été fragilisé par des frappes aériennes américaines et de multiples offensives des forces gouvernementales ainsi que des talibans. Chassés de son bastion du Nangarhar, une province frontalière du Pakistan, ses combattants demeurent présents dans le territoire voisin du Kunar ainsi qu'à Kaboul. R. C.



Commentaire

L'accoutumance

Par Fouzia Mahmoudi

A lors qu'en France la question d'un possible report des élections municipales, pour cause d'épidémie de coronavirus, se fait de plus en plus présente, l'importance du Rassemblement national sur la scène politique française refait une fois encore surface à quelques jours de ce scrutin pas si anodin et aux conséquences profondes très importantes. Mais au-delà de cette élection locale, c'est bien l'influence grandissante du RN sur les élections et la normalisation de ce parti longtemps diabolisé qui aujourd'hui inquiète et interroge. Surtout alors qu'un sondage indique que désormais une majorité de français estiment une prise de pouvoir du RN possible dans les années à venir. En effet, désormais, 56 % des personnes pensent que son parti est en mesure d'accéder à l'Élysée un jour. C'est 9 points de plus qu'il y a un an et 16 points de plus qu'il y a deux ans. Par ailleurs, ils ne sont plus qu'une courte majorité (51 %) à estimer que le parti d'extrême droite représente un danger pour la démocratie. C'est 4 points de moins qu'en 2019. Enfin, la coupure se creuse au sein des sympathisants du parti Les Républicains, où une forte minorité (48 %) se dit prête à des alliances. Ces indicateurs tombent à un moment où le RN accumule les déboires financiers : le parti est perclus de dettes, ses dépenses de personnel explosent sans que les recettes suivent. Depuis la dernière présidentielle, le nombre de ses adhérents a fondu et, dans certaines communes, aucune liste n'a été déposée en vue des municipales, faute de candidats crédibles. Cela n'empêche pas Marine Le Pen, qui s'est déjà déclarée candidate pour 2022, de remonter peu à peu son handicap. Elle le fait sans avoir besoin de forcer le trait car, depuis le mouvement des «gilets jaunes», elle est persuadée d'être devenue l'opposante numéro un. Les quelques conquêtes qu'elle espère aux élections municipales de mars prochain, puis aux régionales de 2021, participent de qu'elle veut créer en renvoyant sur l'actuel président l'accusation qu'il avait efficacement portée à son encontre lors du débat de la présidentielle de 2017 : celle d'insécuriser le pays. Pour le président de la République, l'avertissement contenu dans le sondage est sérieux. Toute sa stratégie, construite autour d'un socle électoral d'à peine 30 %, repose sur l'idée que Marine Le Pen n'accèdera jamais à l'Élysée parce que, au dernier moment, un front républicain s'érigera pour l'en empêcher. Certes, la barrière existe encore, mais elle est fragilisée par l'anticipation des électeurs qui se considèrent aujourd'hui comme des orphelins politiques. La proportion de ceux qui pensent que «le RN peut accéder un jour au pouvoir» a particulièrement augmenté chez les sympathisants de gauche (+ 15 points en un an), qui sont aujourd'hui en rupture avec la politique présidentielle. A leurs yeux, Emmanuel Macron n'est plus le bon rempart et fait même largement parti du problème. F. M.

Madagascar

L'opposition demande une enquête sur des allégations de «doublon de cartes d'identité»

L'opposition malgache a demandé vendredi une enquête sur les allégations du numéro deux de la commission électorale, qui a dénoncé «le doublon», selon lui, d'un million de cartes d'identité, une affirmation susceptible de remettre en cause la «crédibilité» de la présidentielle de 2018. «Un million cent soixante-deux mille et quelques poussières (de personnes) ont des numéros identiques sur leur carte d'identité nationale», a affirmé le vice-président de la commission électorale (Ceni), Thierry Rakotonarivo, à la presse fin février. Les électeurs doivent présenter leur carte d'identité pour voter. A la suite de ces allégations, le président de la Ceni, Hery Rakotomanana, a demandé à la Haute Cour consti-

tutionnelle la destitution du numéro deux pour «faute grave et violation de serment», selon des documents rendus publics vendredi. L'opposition a réagi en réclamant l'ouverture d'une enquête pour faire la lumière sur cette affaire. «Si on voit que ces un million de doublons ont influencé l'issue des élections, alors il faut prendre la décision adéquate, revoir la crédibilité des précédentes élections», a déclaré le président du parti HVM de l'ancien chef de l'Etat Hery Rajaonarimampianina (2014-2018), Rivo Rakotovoava, cité par des médias. «Il y a eu des anomalies dans les élections tenues depuis 2018, toutes les élections ont été remises en cause, les dirigeants ne sont pas vraiment élus par le peuple», a déclaré pour sa

part l'ex-président malgache Marc Ravalomanana (2002-2009), candidat malheureux à la présidentielle de 2018. Le ministre de l'Intérieur, Tianarivo Razafimahefa, a, lui, accordé peu de crédit aux affirmations du numéro deux de la Ceni. «On vient de faire un bilan des cycles électoraux il y a quinze jours. S'il y a des doublons en matières de carte d'identité nationale, pour quoi personne n'a sorti une telle révélation», s'est-il interrogé. Andry Rajoelina a remporté en 2018 la présidentielle devant Marc Ravalomanana qu'il a devancé d'un peu plus de 500 000 voix. Ce dernier avait accusé son rival de «fraude», mais la justice malgache avait validé la victoire d'Andry Rajoelina. G. Y.

Maison de la culture «Abdelkader-Alloula» de Tlemcen

Des artistes plasticiennes à l'honneur

■ La maison de la culture «Abdelkader-Alloula» de Tlemcen accueille depuis jeudi un public nombreux, dans le cadre d'une exposition collective mettant en valeur les œuvres d'une vingtaine de plasticiennes. Cette exposition, organisée à l'occasion de la célébration de la Journée internationale de la femme, se veut un espace d'échange entre des femmes artistes représentant les quatre coins du pays.

Par Abla Selles

Vingt-deux plasticiennes représentant les quatre coins du pays exposent depuis jeudi leurs œuvres artistiques, dans le cadre d'une exposition collective organisée à l'occasion de la célébration de la Journée internationale de la femme qui coïncide avec le huit mars de chaque année. Cette exposition, en marge du Salon national des artistes plasticiennes, est organisée à la maison de la culture «Abdelkader-Alloula» de Tlemcen.

Depuis son ouverture, la manifestation a séduit énormément les visiteurs et ce, par sa diversité artistique et le niveau technique des plasticiennes qui ont émerveillé, par leurs œuvres, aussi bien les connaisseurs que les amateurs des arts plastiques.

Benyahya Faiza, une artiste de Mostaganem, a présenté, à cette occasion, des œuvres d'une beauté exceptionnelle en semi-figuratif. Ses œuvres très bien composées avec des formes et des couleurs harmonieuses ont beaucoup attiré les visiteurs.

Humble et modeste, cette artiste mostaganemoise, diplômée de l'École des beaux-arts, a présenté une série de tableaux traitant du thème de la femme, fruit d'un travail de longue haleine.

Pour sa part, la jeune artiste de Tamanrasset Habnassi Fatiha, étudiante à l'École des beaux-arts de Mostaganem, a montré tout son talent à travers ses œuvres qui s'inspirent de l'école de l'abstrait contemporain.

Avec de belles couleurs, la jeune artiste laisse libre cours à son imagination qui, à la fin, donne des œuvres sublimes qui plaisent au premier regard.

L'artiste, comme d'autres participantes, ont montré, selon les connaisseurs, un savoir-faire avéré en matière d'arts plastiques, faisant de cette exposition un cocktail d'écoles artistiques touchant à tous les aspects de la peinture tels les paysages, le patrimoine, la femme algérienne, les portraits, voire même la sculpture représentée par la jeune bel-abésienne Amira Bouzar.

L'art au féminin a été, en parallèle de ce salon des plasti-



ciennes, mis en valeur à la maison de la culture lors d'une rencontre nationale des miniaturistes algériennes, organisée par le Musée de la calligraphie arabe. Composée de tableaux de calligraphie arabe, cette rencontre compte aussi des tableaux de miniature et de dessins sur glace.

La peinture sur verre représentée par Wahiba Bediaf et Remita Radia de Constantine marque ce salon qui montre que de nombreuses jeunes femmes talentueuses augurent d'un avenir prometteur dans ce domaine en Algérie.

Les deux manifestations artistiques féminines organisées à

l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de la femme mettent en valeur des artistes femmes algériennes et par là même permettent aux visiteurs de découvrir l'art féminin national et le niveau de formation et de maîtrise technique qu'elles ont atteint. A. S.

Ouverture aujourd'hui de la deuxième édition

Salon national de la photographie à Tébessa

La deuxième édition du Salon national de la photographie s'ouvre aujourd'hui à la maison de la culture Mohamed-Chebouki de la ville de Tébessa, a-t-on appris jeudi du directeur de cette structure culturelle, Mounir Mouissi.

Cette nouvelle édition verra la participation de 27 photographes représentant onze wilayas du pays, à l'instar des régions de Laghouat, Tiaret, Constantine, Jijel et Ouargla, a précisé la même source, détaillant

que cette manifestation qui sera organisée du 8 au 10 mars courant sera marquée par l'exposition de centaines de photos.

Ces photos, a-t-il dit, captent la beauté de la nature et la diversité du patrimoine culturel algérien, immortalisent les coutumes et traditions caractérisant chaque région du pays, et zooment plusieurs sites archéologiques.

Aussi, plusieurs ateliers abordant les dernières techniques et les technologies modernes, utilisées dans le monde de la

photographie seront organisés lors de cette 2^e édition du Salon national de la photographie, a ajouté M. Mouissi.

La manifestation permettra aussi aux adhérents de l'atelier de l'audiovisuel de la maison de la culture Mohamed-Chebouki, d'échanger les expériences avec les photographes conviés de différentes wilayas du pays et se familiariser avec les professionnels de la photo, a-t-on signalé de même source. L. B.

Après une rencontre du Conseil d'administration

Jack Lang reconduit à la tête de l'IMA

L'ancien ministre socialiste français de la Culture, Jack Lang, a été reconduit pour trois ans à la tête de l'Institut du monde arabe (IMA), a annoncé vendredi l'institution.

Le Haut conseil de l'IMA qui

rassemble tous les ambassadeurs des pays arabes, puis le Conseil d'administration se sont réunis dans la matinée à Paris.

«Jack Lang a été reconduit à l'unanimité par le Conseil d'administration», a précisé l'IMA dans

un communiqué. Le Conseil, dans lequel un plus grand nombre de femmes font leur entrée, a aussi nommé un nouveau bureau comprenant six membres.

Ministre de la Culture de 1981

à 1986, puis de 1988 à 1993, et aussi de l'Education nationale de 2000 à 2002, Jack Lang a été nommé par l'ancien président socialiste François Hollande en 2013 à la présidence de l'IMA. F. H.

Décès

L'influent pianiste de jazz McCoy Tyner est mort

L'influent pianiste de jazz américain McCoy Tyner, connu pour son travail au sein du quartet de John Coltrane, est décédé à l'âge de 81 ans, a annoncé sa famille vendredi.

Comptant parmi les pianistes de jazz les plus respectés de l'histoire, dans la lignée de Herbie Hancock, Bill Evans ou Chick Corea, McCoy Tyner est considéré comme ayant façonné la trajectoire du piano jazz moderne.

«McCoy était un musicien inspiré qui a consacré sa vie à son art, sa famille et sa spiritualité», a indiqué sa famille sur Instagram sans préciser les causes de sa mort. «La musique de McCoy Tyner et son héritage vont

continuer à inspirer les fans et les futurs talents pour des générations».

Né Alfred McCoy Tyner à Philadelphie en 1938, l'artiste avait commencé à prendre des leçons de piano à l'âge de 13 ans. Sa carrière a débuté avec le groupe Jazztet, mené par Benny Golson et Art Farmer.

En 1960, l'ingénieur compositeur et pianiste a rejoint le célèbre quartet du saxophoniste John Coltrane, jouant sur des disques désormais légendaires comme «A Love Supreme» et «My Favorite Things».

McCoy Tyner était le dernier membre encore vivant du quartet, qui en plus de Coltrane comprenait Jim Garrison et Elvin

Jones. «Nous avons perdu un titan», a tweeté l'emblématique label de jazz Blue Note Records. Tyner a aussi eu une florissante carrière en solo, et a enseigné durant ses dernières années.

Interrogé en 2008 par la radio NPR sur le secret de sa longévité, il avait répondu : «J'aime le jus de carotte. Le jus de carotte est vraiment bon pour vous. Carotte et céleri, n'oubliez pas le céleri».

«Pour moi, la vie et la musique sont une seule et même chose, je joue ce que je vis», disait aussi l'artiste, cité sur sa page facebook. R. I.

AGEND'ART

Galerie d'art de l'hôtel Sofitel (El-Hamma, Alger)
Jusqu'au 13 mars :

Exposition collective de peinture par les artistes de l'atelier Mira Naporowska (25 artistes peintres femmes).

Galerie d'art Le Paon (Centre des arts de Riadh El-Feth)
Jusqu'au 15 mars :

Exposition collective de peinture «Lumières d'Algérie», avec les artistes Mayuka Wakai (Japon), Moncef Guita, Abdelhadi Talbi, Hachemi

Ameur, Djazia Cherrih, Mejda Ben, Ahmed Chihabi, Ilyes Belkaïd, Sofiane Dey, Amel Dekar, Salah-Eddine Lalouï, Nouicer Nedjm, Zoulikha Rediza et Ahmed Zerib.

Galerie d'art de l'Opéra d'Alger Boualem-Bessaih
Jusqu'au 10 mars :

Exposition «Inspiration» de l'artiste-peintre Fatma-Zohra Bouaouni.

Galerie d'art Isma de Riadh El-feth (El-Madania, Alger)
Du 7 au 9 mars à partir de 14h :

A l'occasion de la Journée internationale de la femme, rencontre culturelle «Monde émergent du féminin-pluriel», organisée par la Fondation Zaphira-Yacef en partenariat avec l'Oref, la librairie La Renaissance et le magazine LivresQ.

Galerie Ifru Design (139, Bd Krim-Belkacem, Téliemly, Alger)
Jusqu'au 11 mars :

Exposition «Corpo» de l'artiste-peintre Mouni Benkhodja.



Tournoi de Villarreal

L'Académie de la FAF de Khemis Meliana au rendez-vous

L'ÉQUIPE de l'Académie de la fédération algérienne de football (FAF) de Khemis Meliana est invitée à prendre part à un tournoi à Villarreal, en Espagne, prévu du 23 au 31 mars 2020, a indiqué vendredi le site de l'instance fédérale. Durant le tournoi, l'Académie de la FAF de Khemis Meliana affrontera les équipes espagnoles de Villarreal CF (hôte de la compétition), FC Barcelone, FC Valence et

l'Espanyol de Barcelone. «Vingt-quatre joueurs sont concernés par ce tournoi qui permettra au staff technique de l'Académie de la FAF de procéder, six mois après son démarrage, à une première évaluation du niveau de l'équipe en se frottant à des formations connues pour la qualité de leurs centres de formation», a souligné le communiqué de l'instance fédérale.

Cyclisme /Tour 2020 de Taiwan (Classement final)

Youcef Reguigui décroche la 6^e place

L'ALGÉRIEN Youcef Reguigui a décroché la sixième place au classement général du Tour cycliste de Taiwan, clôturé jeudi en Asie, avec 17 secondes de retard sur le maillot jaune, l'Australien White Nicholas, secrétaire de l'équipe Bridge Lane, qui a totalisé un chrono de 14h39:42. Engagé dans cette compétition sous les couleurs de l'équipe malaisienne Terengganu (TSG), Reguigui avait commencé par une modeste 17^e place lors de la première étape, avant de s'améliorer progressivement. En effet, l'Algérien a occupé la septième place lors de la deuxième étape, puis la 6^e lors de la 3^e, la 2^e lors de la 4^e et 4^e lors de la 5^e étape.

Une progression qui a porté ses fruits même au classement général, puisqu'elle a permis à Reguigui de passer de la 21^e à la 6^e position. Au classement aux points, Reguigui a terminé 4^e, avec un total de 41 points,

contre 66 pour le premier, l'Américain Eric Young, secrétaire de l'équipe Elevate WebPlex Pro Cycling.

Hamza Amari deuxième au Tour du Sahel 2020

Par ailleurs, le cycliste algérien Hamza Amari est entré en deuxième position, lors de la troisième étape du Tour du Sahel de Mauritanie, disputée jeudi et à l'issue de laquelle la sélection nationale «juniors» a occupé la troisième place. Les coéquipiers d'Amari, sous la conduite de l'entraîneur Ilies Laroui, préparent les prochains Championnats d'Afrique, qui se dérouleront du 22 au 30 mars courant, à l'île Maurice. Au total, 15 sélections nationales participent à cette compétition, qui doit prendre fin le 7 mars, juste après le déroulement de la dernière étape.

Karaté-do / Championnat national (2^e J)

Le GSP (messieurs) et l'OMB (dames) haut la main

LES KARATÉKAS du GS Pétroliers (messieurs) et de l'OMB Birtouta (dames) ont dominé les finales de kumité individuel du Championnat d'Algérie de karaté-do seniors, disputées vendredi à la salle Harcha-Hacène (Alger), en s'adjudgeant la majorité des 10 titres mis en jeu lors de la 2^e journée de compétition. Chez les dames, les athlètes de l'OMB Birtouta ont décroché trois médailles d'or par Chaïma Midi (-61 kg), Safia Dine (-68 kg) et Loubna Mekeddes (+68 kg), alors que les deux autres titres sont revenus aux Pétrolières Widad Draou (-55 kg) et Imen Taleb (-50 kg). L'entraîneur de l'OMB Birtouta, Samir Slimani, s'est félicité des résultats obtenus par ses athlètes en kumité individuel, assurant que son «club est un vivier du karaté féminin» qui confirme «chaque saison avec plusieurs titres à son palmarès». «Je suis satisfait des trois titres décrochés aujourd'hui et j'espère que nos filles vont confirmer demain (samedi), lors de l'épreuve par équipes», a-t-il déclaré. Chez les messieurs, les athlètes du GS Pétroliers se sont adjugés deux médailles d'or grâce à Fouad Benbara (-67 kg) et Samy Brahimi (-84 kg), alors que les

autres titres nationaux ont été remportés par Alaa Salmi de la JS Masdour (Bouira) dans la catégorie (-60 kg), Mohamed Benbrahem de l'AS Sûreté nationale en (-75 kg) et Moussa Belhamel de la JS Barika (Batna) en (+84 kg). Le directeur technique du GS Pétroliers, Zaidi Iddiri, s'est dit «satisfait» des médailles décrochées par ses athlètes, soulignant que la moisson des Pétroliers aurait pu être plus conséquente, si les blessés, dont le champion d'Afrique Hocine Daikhi (+84 kg), avaient pu prendre part à la compétition.

MC Alger Les dirigeants veulent la tête des joueurs

■ Les dirigeants du Mouloudia d'Alger ont exprimé leur colère contre les joueurs qui ont raté une opportunité de recoller au leader, le CRB, en se faisant battre par le CA Bordj Bou Arréridj sur le score sans appel de (3/0).



Les joueurs du Doyen pointés du doigt

Par Mahfoud M.

Les responsables du doyen des clubs algériens n'ont pas compris cette nonchalance des poulains de Neghiz qui n'ont rien fait pour l'emporter lors de cette confrontation pourtant très importante pour le club qui se devait de rester dans le giron du Chabab mais qui se fait coiffer au poteau par la JSK. On apprend, de ce fait, que la direction a décidé de geler les salaires des coéquipiers de Bourdim jusqu'à nouvel ordre, étant donné qu'ils n'ont pas réussi l'objectif qui leur a été fixé. Par ailleurs, la direction

devrait tenir une réunion aujourd'hui avec les joueurs et les membres du staff technique au complexe de l'École de l'hôtellerie pour connaître les raisons de ce déclin et cette défaite face aux Bordjiens qui risque d'éloigner le club de la course au titre national, pourtant l'objectif principal du club. Toutefois et malgré cette régression des résultats, le président Almas ne compte pas revoir à la baisse les objectifs du club pour cette saison, demandant à ses joueurs de continuer à lutter jusqu'à la fin de la saison et tenter de décrocher ce titre, même si ce sera très difficile avec la grande concurrence du voisin, le

CRB. En tout état de cause et avec l'élimination en Coupe d'Algérie et en Coupe arabe, le Doyen n'a pas d'autre alternative que de jouer à fond ses chances pour l'obtention du titre cette saison, surtout que la saison s'annonce très difficile. Les supporters, de leur côté, pensent que les joueurs n'ont pas eu le rendement escompté et sont apparus fades lors de cette rencontre, alors qu'ils étaient prévenus que le match ne sera pas de tout repos et qu'il fallait donc se préparer en conséquence.

M. M.

Ligues 1 et 2/Coronavirus

La FAF s'en remet au ministère de la Santé et au MJS

La Fédération algérienne de football (FAF) a saisi jeudi le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, et le ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS) pour prendre une décision concernant l'éventualité d'instaurer le huis clos pour les matchs des

Ligues 1 et 2, en raison de l'épidémie du nouveau coronavirus (Covid-19). «La FAF a saisi le ministère de la Santé et le MJS pour entreprendre les démarches à suivre concernant l'épidémie du coronavirus. L'instance fédérale est en train de suivre la situation de près. Une décision sera prise

d'ici la semaine prochaine selon l'évolution du développement de la situation sanitaire au pays», a affirmé vendredi le responsable de la communication de la FAF, Salah-Bey Aboud, sur les ondes de la Radio nationale. A l'instar de plus de 80 pays et territoires à travers la planète, l'Algérie a été touchée par l'épidémie du coronavirus. Selon le dernier bilan établi mercredi par le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, 17 cas positifs ont été enregistrés. «Le huis clos n'est pas à écarter dans ce genre de situation, dans l'objectif de préserver la santé des Algériens. La Ligue de football professionnel (LFP) devrait prendre des mesures préventives, notamment en ce qui concerne le protocole des matchs, et la nécessité d'interdire aux joueurs de se serrer la main avant le début de la rencontre», a-t-il ajouté.

Coupe de France

Boudebouz heureux de jouer la finale

Le milieu offensif international algérien de l'AS Saint-Etienne, Ryad Boudebouz, s'est dit «ému» d'avoir propulsé son équipe en finale de la Coupe de France de football, à l'issue de la victoire décrochée jeudi soir à domicile face au Stade Rennais (2-1). «Je suis très ému parce que depuis le début de saison on ramasse. Personnellement, j'en ai pris dans la gueule. Quand tu mets ce but-là, ça te soulage, ça fait du bien. On ne va pas se mentir. Je travaille tous les jours, même si certains

n'en ont pas l'impression. Je travaille dur. Ce but fait du bien à tout un club, à tout un peuple et aussi à moi», a réagi le joueur algérien à l'issue de la partie. Les visiteurs ont ouvert la marque par Mbaye Niang sur pénalty (33'), avant que les Stéphanois en renversent la vapeur grâce d'abord à Timothee Kolodziejczak (43) et Ryad Boudebouz, auteur du but salvateur dans le temps additionnel (90'+4). «Quand on souffre autant ensemble, gagner comme ça, c'est une délivrance. Sur le but je

ne me pose pas de question, c'est la fin. Je la tente, ça entre et tant mieux pour moi. Tout le monde sait que j'ai fait face à beaucoup de critiques cette saison. Répondre aujourd'hui sur le terrain, c'est tout ce que je voulais. J'espère que ça va continuer», a-t-il ajouté. En finale, Saint-Etienne défit le 25 avril au stade de France le Paris SG, large vainqueur mercredi en déplacement face à l'Olympique lyonnais (5-1), grâce notamment à un triplé de Kylian Mbappé.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Entreprises du BTPH

Plaidoyer pour une amnistie fiscale

LES ENTREPRISES activant dans le secteur BTPH plaident en faveur d'une amnistie fiscale et parafiscale pour l'année 2019 dans leur secteur miné selon eux par une forte baisse de leur activité au cours de l'année écoulée, a indiqué samedi à Alger le président de l'Association générale des entrepreneurs algériens (AGEA), Mouloud Kheloufi. Lors d'une conférence de presse, M. Kheloufi a sollicité le soutien du gouvernement pour assurer la pérennité des entreprises du BTPH, affirmant que «l'année 2019 a constitué une année blanche pour ces entreprises». «Nous avons demandé une amnistie générale pour l'année 2019 concernant les charges sociales, fiscales et parafiscales. L'Etat doit faire un effort en faveur des entreprises de réalisation», a-t-il estimé. Selon le président de l'AGEA, beaucoup de ces entreprises «ont mis la clé sous la porte».

Les fabricants de matériaux de construction ont eux aussi une baisse importante de leur activité, a-t-il noté. Le même responsable a soutenu que 20 000 à 25 000 entreprises du secteur sont à l'arrêt technique. De plus, 150 000 à 200 000 salariés seraient actuellement au chômage technique sur 1,3 million qu'emploie le secteur. Pour faire face à cette situation, il a fait savoir que son association professionnelle a également sollicité «une bipartite ou une tripartite d'urgence pour le règlement des problématiques du secteur». De plus, selon M. Kheloufi, «l'AGEA a soumis des recommandations de sortie de crise au Premier ministre». Il a plaidé dans ce cadre, pour la mise en place d'un comité de suivi des résolutions émanant de cette bipartite ou tripartite pour rendre compte mensuellement de l'état d'exécution des résolutions édictées. Parmi ces propositions, l'AGEA propose d'annuler la short-list

des entreprises accédant aux projets via le gré à gré et de revenir au code des marchés publics avec la préférence de 25 % des entreprises nationales qu'elles soient publiques ou privées. Autre proposition de l'AGEA, la dépenalisation fiscale et parafiscale des entreprises du secteur BTPH pour faire face à «la conjoncture actuelle du pays». Il s'agit également pour l'association de réviser le cahier des charges relatif à la promotion immobilière et d'encourager les entreprises nationales à construire des habitations destinées à 50% à la location et à 50% à la vente.

Par ailleurs, il a relevé l'intérêt pour les entreprises du secteur d'avoir une vision claire du programme quinquennal du gouvernement en matière de réalisations, notamment au niveau des logements sociaux.

M. Kheloufi a également appelé à libérer les initiatives notamment par l'octroi d'assiettes foncières au niveau local aux promoteurs immobiliers afin de diminuer la dépendance de ceux-ci par rapport à la demande publique. «Actuellement, sans demande publique nos entreprises ne travaillent pas. Ceci impacte également les fabricants qui ne peuvent pas commercialiser leur production», a-t-il regretté.

Maya H.

Quand il va pleuvoir chez nous



LOUMIS

Djalou@hotmail.com

Constantine

Des citoyens d'Ibn Badis réclament

l'éradication de la décharge sauvage de Boughareb

■ Des centaines de citoyens de la commune d'Ibn Badis, située à 30 km du sud-est de Constantine, ont protesté samedi devant le siège de l'Assemblée populaire communale (APC) revendiquant l'éradication de la décharge sauvage de la localité de Boughareb.

Par SafyT.

«**L**a décharge de Boughareb a engendré plusieurs problèmes environnementaux et ses odeurs nauséabondes inquiètent de plus en plus les citoyens», a précisé à l'APS, Abdelouhab Abd El lllah, un des manifestants. De son côté, le membre du conseil

national interprofessionnel de la filière maraîchère, Laâbidi Bechoua, a indiqué que cette décharge pollue les oueds destinés à l'irrigation agricole, appelant les autorités à intervenir et à trouver des solutions. Selon le directeur local de l'environnement, Arezki Bouterik, la saturation en 2014 du casier du centre d'enfouissement technique

(CET) de Boughareb entré en exploitation en 2010, a engendré l'émergence d'une décharge sauvage sur le même site, rappelant le lancement en février dernier des travaux de réalisation d'un second casier. A noter que les tentatives de l'APS pour joindre le président de l'APC d'Ibn Badis sont restées vaines.

S. T./APS

Propriété industrielle

120 demandes de brevet d'invention déposées en 2019

Quelque 120 demandes de brevet d'invention ont été déposées en 2019 par des inventeurs algériens auprès de l'Institut national de la propriété industrielle (Inapi), a indiqué samedi à Alger son directeur général, Abdelhafid Belmehdi. S'exprimant en marge d'une journée de sensibilisation sur la propriété industrielle au profit des femmes inventrices organi-

sées par l'Institut à l'occasion de la Journée internationale de la femme, M. Belmehdi a précisé que le nombre de demandes de brevet reçues en 2019 a régressé par rapport à l'année 2018, durant laquelle 145 demandes avaient été déposées. L'électronique, les produits pharmaceutiques et parapharmaceutiques et la mécanique sont parmi les secteurs d'activité qui font l'objet de demandes de brevet, a précisé le DG de l'Inapi, qui prévoit une augmentation des demandes en 2020 par rapport à l'année écoulée. L'intérêt des chercheurs et inventeurs algériens pour la protection de la propriété industrielle et leurs

idées devra porter à la hausse, cette année, les demandes de brevet, a-t-il expliqué. A ce propos, une étude devra être lancée prochainement pour recenser les femmes inventrices et les brevets déposés à l'international, en plus de déterminer les domaines d'intérêt de cette catégorie, a affirmé le responsable de cet Institut, placé sous tutelle du ministère de l'Industrie et des mines. Pour sa part, le directeur du bureau extérieur de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) en Algérie, Mohamed Saleck Ahmed-Ethmane, a affirmé que «la moyenne mondiale de la participation des femmes dans l'in-

vention se situe autour de 33%», selon les brevets déposés depuis 2015 auprès de l'OMPI. Plaidant pour une large participation de la femme dans les domaines d'invention, il suggère une orientation vers l'enseignement des filières scientifiques et la facilitation de l'octroi de financement pour les projets d'invention portés par les femmes. Intervenant à cette Journée, la présidente de l'Association des femmes en économie verte Kadda Touati Karima a souligné que cette rencontre permettait aux femmes entrepreneures d'exposer leurs expériences réussies.

R. N.

PRIX DE JOURNALISME A. Benzine

Deux lauréats, d'«El Watan» et de l'APS, primés

Samedi 7 mars 2020 a été décerné le 9^e Prix de journalisme Abdelhamid Benzine.

Le premier prix a été attribué, conjointement, pour leurs enquêtes /reportages, à Nadir Iddir d'«El Watan» (quotidien national) : «Badissia-Novembria» : l'imposture et à Mohamed Maârouf de l'APS (Chlef) : «El Mouloud Ennabaoui à Ténès». Le Prix de journalisme est décerné tous les deux ans, en alternance avec un colloque organisé sur un thème socio-politique. Il a été décerné pour la première fois, en mars

2004. La gestion du Prix de journalisme Abdelhamid Benzine (et du colloque bi-annuel) est assurée par l'Association culturelle «Les Amis de Abdelhamid Benzine». Lors de la cérémonie, les professeurs Abderrezak Dourari et Khaoula Taleb Ibrahim (direction scientifique) ont présenté les actes du 8^e colloque («Multiculturalisme et unité nationale des langues et des langues en Algérie : de l'unité dans la diversité») qui devait se tenir le 28 septembre 2019 et, hélas, «empêché»...faute de salle disponible. R. C.

Affaire du wali de Mostaganem

Le ministre de l'Intérieur et Karim Younès condamnent

Après le tollé soulevé par le comportement du wali de Mostaganem envers une citoyenne venue l'interpeller sur sa situation sociale, le ministre de l'Intérieur Kamel Beldjoud a indiqué dans un communiqué qu'il est contre tout comportement susceptible de toucher à la dignité du citoyen, ajoutant que les responsables et les cadres

locaux sont tenus de se conformer aux règles de l'écoute, du respect mutuel, de sérénité, de sagesse et de bienveillance. En outre, et sur le même sujet, le médiateur de la République Karim Younès a également réagi en termes de rejet catégorique.

Il a ajouté que la façon de se comporter et la réponse donnée par ce wali était contraire à la

manière d'agir d'un commis de l'Etat et mérite une condamnation ferme, en ce sens qu'elle est en opposition avec les orientations officielles et les instructions fermes données par le président de la République lors de la rencontre Gouvernement-walis, en présence du médiateur de la République.

K L